Informations de base

1997/2040(COS) COS - Procédure sur un document stratégique (historique)	Procédure terminée
Aide humanitaire de l'Union: période 1992-1995. Rapport spécial 2/97 Cour des comptes **Subject** 6.50 Aide d'urgence, alimentaire, humanitaire, aux réfugiés, Réserve d'aide d'urgence 8.40.05 Cour des comptes	

Acteurs principaux

Parlement européen

Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
CONT Contrôle budgétaire	FABRA VALLÉS Juan Manuel (PPE)	20/05/1997

Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
DEVE Développement et coopération	CARLOTTI Marie-Arlette (PSE)	19/06/1997

Conseil de l'Union européenne

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
20/02/1997	Publication du document de base non-législatif	RCC0002/1997	Résumé
28/05/1997	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
01/12/1997	Vote en commission		Résumé
01/12/1997	Dépôt du rapport de la commission	A4-0391/1997	
15/01/1998	Débat en plénière		
16/01/1998	Fin de la procédure au Parlement		
02/02/1998	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques

Référence de la procédure	1997/2040(COS)

Type de procédure	COS - Procédure sur un document stratégique (historique)
Sous-type de procédure	Document stratégique de la Commission
Base juridique	Règlement du Parlement EP 148
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	CONT/4/08703

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A4-0391/1997 JO C 014 19.01.1998, p. 0005	01/12/1997	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T4-0046/1998 JO C 034 02.02.1998, p. 0189-0194	16/01/1998	Résumé

Autres Institutions et organes

Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
CofA	Document de base non législatif	RCC0002/1997 JO C 143 12.05.1997, p. 0001	20/02/1997	Résumé

Aide humanitaire de l'Union: période 1992-1995. Rapport spécial 2/97 Cour des comptes

1997/2040(COS) - 20/02/1997 - Document de base non législatif

OBJECTIF : présentation du rapport spécial de la Cour des Comptes relatif aux aides humanitaires de l'Union entre 1992 et 1995. CONTENU : La Cour des Comptes a entrepris en 1994 une enquête ayant pour objectif : 1) d'apprécier la clarté de la politique de l'Union en matière d'aide humanitaire (ses buts et les moyens à mettre en oeuvre), 2) d'examiner la cohérence et la complémentarité des divers instruments mobilisés, 3) d'établir si la Commission disposait de moyens adaptés à la mise en oeuvre de cette aide, 4) de vérifier la mise en place effective de procédures aptes à rendre compte, dans de bonnes conditions, des actions engagées ainsi que des résultats obtenus. 1) En ce qui concerne la clarté de la politique d'aide humanitaire de l'Union : la Cour estime que la Commission, qui dispose d'un poids financier et d'une expérience solide en matière d'aide humanitaire, a eu une approche parcellaire des problèmes. Jusqu'à la fin 1995, l'aide humanitaire (urgence, réfugiés, réhabilitation, reconstruction, coordination avec les Etats membres, coopération avec les Nations unies, acheminement de l'aide,...) n'était intégrée dans aucune stratégie globale. Il manquait un document stratégique reliant plus ou moins étroitement toutes les actions humanitaires. C'est pourquoi, la Cour suggère qu'un document de politique générale soit adopté, sorte de "charte de l'aide humanitaire" qui renforcerait la cohésion interne des actions engagées par les différents services de la Commission et jetterait les bases d'une meilleure cohérence entre les interventions de l'Union et celles des Etats membres. 2) En ce qui concerne la cohérence et la complémentarité des aides de l'Union et celles des Etats membres, la Cour estime qu'elles sont loin de répondre aux dispositions du Traité et aux diverses résolutions du Conseil adoptées dans ce domaine. Ce manque de cohérence peut s'expliquer par la prudence excessive démontrée par les administrations nationales responsables dont les initiatives sur le terrain sont souvent sans grands effets. 3) En ce qui concerne l'adéquation des moyens mis en oeuvre, la Cour rappelle qu'ECHO (Office européen d'aide humanitaire) avait été créé pour répondre efficacement aux crises humanitaires survenant dans le monde. Le mandat qui lui avait été assigné avait 4 objectifs majeurs : concentration des responsabilités administratives de gestion de l'aide ; accroissement des capacités d'intervention de l'Union ; amélioration de la coordination avec les autres donateurs publics et privés de l'Union ; mobilisation de ressources en cas de crises de grande ampleur. -Pour ce qui est de la concentration des responsabilités administratives, la Cour précise qu'en 1995, ECHO se trouvait au plan interne, entouré de services dont la coordination était difficile et finançait des actions qui parfois chevauchaient celles d'autres services. Les procédures administratives des divers services de la Commission n'étaient pas unifiées et ECHO demeurait le seul service à appliquer le système du "Contrat Cadre de Partenariat" (CCP) (système de collaboration structurée avec les partenaires de l'aide humanitaire, basé sur un accord fixant les modalités d'octroi des financements d'ECHO et les procédures à suivre, tant du point de vue opérationnel quefinancier). -En matière d'accroissement des capacités d'intervention, la Cour remarque que la Commission n'a pas pu doter ECHO d'effectifs qualifiés pour faire face à sa mission (notamment des agents de terrain chargés de réaliser le suivi des plans globaux). -En ce qui concerne l'amélioration de la coordination avec les autres donateurs, la Cour signale que les modalités pratiques de collaboration entre la Commission et les Nations unies restent fragiles et instables. Elle suggère qu'un accord global soit conclu pour garantir la cohérence, la stabilité et la clarté des

relations entre l'agence communautaire et celle des Nations Unies. En outre, le CCP d'ECHO devrait mieux tenir compte des réalités opérationnelles de ce type d'organisation. -Enfin, en matière de ressources de grande ampleur, la Cour signale que dans un climat particulièrement tendu, la Commission est parvenue à mobiliser plus de 2 milliards d'Ecus en collaboration avec de nombreux partenaires et dans un délai relativement bref (ex.: crise des Grands Lacs). 4) En matière d'évaluation, la Cour signale que la Commission n'a jamais donné la possibilité aux évaluateurs d'examiner le fonctionnement de ses services. En outre, les évaluations de la Commission ne sont pas conduites dans la perspective d'une appréciation globale des plans globaux d'intervention. Il faut donc que la Commission mette en place un dispositif susceptible de rendre compte de la substance et des effets réels des aides humanitaires. En conclusion, la Cour des Comptes estime que l'organisation institutionnelle des aides humanitaires devrait être revue notamment par la fixation de grands principes gouvernant l'aide humanitaire européenne au sens large. La Cour s'interroge notamment sur la question de savoir si les sources de financement ne devraient pas être dissociées de la mise en oeuvre effective des actions. Elle suggère, à cet égard, une nouvelle répartition des tâches dans laquelle: - la Commission se réserverait l'analyse des crises, l'approbation des plans d'intervention et la gestion des crédits (budgétaires ou des FED), - un autre organisme, à caractère opérationnel, se chargerait de la mise en oeuvre, du suivi et de l'évaluation des projets. Cet office, à créer, serait régi par des règles de fonctionnement fixées statutairement et devrait répondre de ses tâches devant un conseil de surveillance ayant un réel pouvoir de censure.

Aide humanitaire de l'Union: période 1992-1995. Rapport spécial 2/97 Cour des comptes

1997/2040(COS) - 16/01/1998 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

En adoptant le rapport de M. Juan Manuel FABRA VALLES (PPE, E) sur le rapport de la Cour des Comptes sur les aides humanitaires, le Parlement européen regrette que le traité d'Amsterdam n'ait pris aucune disposition en la matière. Regrettant également le manque de coordination opérationnelle sur le terrain entre les aides de l'Union et celles des Etats membres, il en appelle à un renforcement de la coordination des politiques nationales et européennes et estime, avec la Cour des comptes, qu'il conviendrait de mettre en oeuvre une charte de l'aide humanitaire afin de renforcer cette coordination. Celle-ci ne devrait pas se limiter à l'aide d'urgence mais devrait prendre en compte le continuum existant entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement. Il demande en outre que les aides actuellement mises en oeuvre et orientées vers des opérations individuelles, soient remplacées par des actions à plus long terme et que des améliorations interviennent dans la gestion des aides humanitaires. Il souhaite notamment que : -ECHO développe chez ses coordinateurs et ses partenaires réguliers sur le terrain une capacité d'analyse et d'évaluation rapide des mesures à prendre en cas de crise, -ECHO établisse des critères plus précis pour ses propres projets, -les services de la Commission établissent des relations à long terme avec des partenaires clés (grandes ONG, ONU) afin de mettre en oeuvre ensemble une stratégie commune dans des situations chroniques d'urgence (région des Grands Lacs en Afrique, ex-Yougoslavie, Caucase, Nord de l'Irak), -des partenaires confirmés soient préselectionnés pour certains types d'actions à engager rapidement. Il demande à la Commission de définir, en collaboration avec la Cour des Comptes, des modalités générales permettant un contrôle accru de l'aide humanitaire et de réduire sans délai et durablement les déséquilibres existant en matière d'attribution des crédits communautaires aux ONG. Par ailleurs, une liste complète des contrats conclus avec celles-ci devrait être publiée chaque année et les procédures de recrutement du personnel non statutaire devraient être rendues plus transparentes. Dans le même sens, le Parlement estime que la Commission devrait établir une liste d'experts d'assistance technique sur la base de laquelle elle sélectionnerait ses futurs collaborateurs non statutaires. En outre, le Parlement estime, avec la Cour des Comptes, qu'il faut créer une unité centrale chargée, au sein de la Commission, de l'évaluation de ses programmes d'aide, comprenant ECHO, MEDA, PHARE et TACIS et permettant un contrôle accru et une évaluation permanente des actions engagées. Enfin, rappelant qu'ECHO avait été créé en 1991 pour une durée limitée de 7 ans, il attend qu'à l'échéance de ce délai, le Parlement et le Conseil soient dûment consultés sur l'avenir de cet organe communautaire.